« CITADINITÉ » ET « RURALITÉ » DES POPULATIONS URBAINES AU CAMEROUN

Note sur les caractères spécifiques de la population des villes selon le recensement de 1976

Yves MARGUERAT

Géographe O.R.S.T.O.M., Centre O.R.S.T.O.M. de Lomé, B.P. 375, Lomé, Togo

On se pose souvent le problème d'une définition chiffrée de la ville, des critères objectifs qui permettent d'attribuer (ou non) à une agglomération le qualificatif de « centre urbain ». La mesure du phénomène est malaisée : les structures sociales sont à peu près impossibles à quantifier; les fonctions urbaines les plus spécifiques se présentent avec des formes, des intensités, des significations qui peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre, d'une période à l'autre. Par contre, les données décrivant statistiquement la population sont un outil d'analyse précieux pour décrire la « citadinité » des unités de peuplement. Nous utiliserons ce néologisme - faute de mot plus adéquat pour désigner la synthèse des caractères spécifiquement urbains d'une agglomération (1), ce qui définit du même coup son contraire : la « ruralité ».

Le recensement général de la population du Cameroun d'avril 1976, le premier dont l'élaboration et l'exploitation ont été vraiment scientifiques, nous donne les moyens de faire cette étude en analysant cas par cas les caractéristiques des populations

urbaines (ou réputées telles).

Sont actuellement disponibles plusieurs volumes de résultats (publiés), à l'échelle nationale et provinciale, et une quantité impressionnante de « listings » (consultables au Bureau Central du Recensement, à Yaoundé) qui permettent une analyse plus fine. Une trentaine de tableaux

décrivent ainsi le pays, en distinguant « population urbaine » et « population rurale ». Nous retiendrons en particulier les données concernant les changements de résidence (« tableau 21 ») et celles décrivant la population active (« tableau 15 »).

Il existe aussi, pour descendre à un niveau d'observation plus élémentaire, des listes de « zones de dénombrement » (avec des cartes qui permettent d'en contrôler le découpage, dans l'ensemble satisfaisant pour le problème qui nous occupe). Mais ni les mouvements migratoires, ni les types d'activité n'y figurent. On y trouve cependant le nombre des hommes et des femmes, celui des « artisans » et des « salariés », et un volume de « population agricole » (2). Ce sont des données qui — hormis le « sex ratio » ne sont pas comparables terme à terme avec celles des tableaux thématiques; mais elles nous permettent tout de même de caractériser plus précisément chacune des unités de peuplement qui prétendent au rang de ville, c'est-à-dire de préciser les limites de validité de cet essai de synthèse.

Ce que le recensement a qualifié de « ville » n'a pas été conçu de façon parfaitement homogène à travers tout le pays. Certes, tous les chefs-lieux d'arrondissements ont été retenus, quelle que fût leur taille - parfois minime: 700 ou 800 habitants à Zoétélé (Dja-et-Lobo), Ombessa (Mbam), Akwaya (Menchum), 664 à Evodoula (Lékié), 338 à Mbankomo, 255 à Bikok (3)... Tous, sauf un :

⁽¹⁾ Sans concentration de l'habitat, bien sùr, point de ville.

⁽²⁾ Celle-ci est parfois, en zone rurale, strictement égale à la population totale. Il s'agit d'une extrapolation à partir de la population active.

⁽³⁾ Ces deux derniers dans la Méfou, où aucun centre n'atteint même 1 500 habitants, ce qui n'est pas un hasard : le poids de Yaoundé est trop écrasant pour que d'autres cités aient pu naître dans ses environs immédiats.

Bamusso (Ndian), au contact de la presqu'île du Mont Cameroun et du vaste delta « mangrovien » qui s'étend jusqu'à la frontière nigériane. La liste des « zones de dénombrement » lui attribue pourtant 7 007 habitants (pour l'essentiel groupés, car ses proches environs sont formés de marécages inhabitables), avec seulement 3 % de « population agricole » (les parages ne sont pas non plus cultivables) et un rapport de masculinité de 174 hommes pour 100 femmes... Ce sont là les caractéristiques d'une population bien particulière, celle des pêcheurs (essentiellement nigérians) qui exploitent cette région amphibie. Il est curieux que l'on ait considéré comme ville — en lui attribuant 10 800 habitants (1) — le centre administratif d'Isangele, à l'autre extrémité du delta (mais il s'agit en réalité d'un peuplement tout à fait dispersé), alors que l'on a refusé ce titre à Bamusso, qui offre, avec son groupement de maisons de bois autour d'actives rues marchandes (car c'est le centre commercial pour les pêcheries du delta), une physionomie et des fonctions indiscutablement urbaines. Ce sont les petites imperfections inévitables dans l'étude d'un pays aussi vaste, aussi divers, et où certaines zones — tout particulièrement celle-ci — sont d'un accès très difficile.

Ont aussi été considérés comme « urbains » les chefs-lieux des districts (2) — pas tous encore une fois : Ngorro (Mbam), par exemple, a été éliminé malgré ses 1 006 habitants (ruraux à 75 %, il est vrai). La plupart sont d'assez petite taille : 2 000 à 2 500 âmes à Bankim et Mbé (Adamaoua), Mayo Oulo (Bénoué), Logone Birni (Logone-et-Chari), Ketté (Kadéï), 1 600 à Koza (Margui-Wandala), 900 à Diang (Lom-et-Djerem), 700 à Mouanko (Sanaga-Maritime), 540 à Mbang (Kadéï), 407 à Endom (Nyong-et-Mfoumou), 382 à Maan (Ntem), 282 à Dibang (Nyong-et-Kellé)... (3).

Dans les résultats publiés, l'unité territoriale élémentaire est l'arrondissement. Les populations « urbaines » des deux types de chefs-lieux y ont donc été additionnées. Si le chef-lieu de district est important — 7 900 habitants à Garoua Boulay (Lom-et-Djérem), 6 300 à Makénéné (Mbam), 5 800 à Bali (Mezam) —, le total peut en avoir été notablement modifié.

Beaucoup plus gênant encore est le fait que, parfois, ont été de même assimilés aux villes (et codés

comme elles) de simples villages, que ne distinguent ni un quelconque rôle administratif, ni les caractéristiques habituelles des centres urbains : les courants migratoires y ont un solde négatif, les activités agricoles y occupent au moins 80 % ou 90 % de la population...

Certains sont d'une taille considérable : 6 700 habitants à Baré, 5 100 à Loum-Chantier (tous deux dans le Moungo), 4300 à Big Babanki (Mezam), 4 200 à Ekoumbe Bondji (Meme), de 3 000 à 4 000 à Ndoungué et Manengolé (Moungo), Kontcha (Adamaoua), Touboro (Bénoué), Njinikom (4) et Belo (Menchum), Nkwen (Mezam), Ekona Mbenge (Fako), Bekondo (Meme)... On notera que la plupart de ces gros villages sont situés soit dans le Moungo - où se succèdent à très courte distance de fortes agglomérations peuplées de travailleurs des plantations et de ceux qui vivent de leurs salaires -, soit dans le Cameroun anglophone : la tradition coloniale britannique se souciait peu de grouper ses services, laissant de larges responsabilités administratives aux autorités coutumières et abandonnant le gros des encadrements scolaires et médicaux aux missions, qui s'implantaient comme bon leur semblait, d'où une forte dispersion des fonctions urbaines, avec des conséquences géographiques originales, bien différentes de la centralisation des régions francophones. En dehors des grandes villes — d'ailleurs de création allemande — le semi-urbain des provinces anglophones du Cameroun reste mal hiérarchisé, et les hésitations que nous décelons dans le recensement — en particulier autour de Bamenda et de Kumba, où l'on a ajouté à chacune quatre ou cinq villages, pas toujours importants — sont gênantes, mais non surprenantes.

Cela fait donc quelque trente-neuf villages (même si l'on compte parmi eux seize chefs-lieux de district) — soit 97 000 personnes (4,8 % du total de la « population urbaine » recensée) — qui ont été ainsi indûment traités comme des villes.

On peut encore rayer de la liste de celles-ci Fontem (Meme), là encore d'un accès acrobatique, sur la retombée des plateaux bamiléké. On y a certes recensé 5 900 habitants, mais il leur manque un facteur essentiel de la « citadinité » : la concentration. La cartographie du recensement « localise » Fontem sous forme d'une tache ovoïde d'environ 10 km sur 8,

⁽¹⁾ Dont 7 800 hommes et 3 000 femmes...

⁽²⁾ Au nombre d'une grosse vingtaine. Les districts sont en quelque sorte des arrondissements incomplets, qui en acquièrent progressivement les fonctions, puis le statut.

⁽³⁾ On décèle ainsi le relatif sous-encadrement administratif du Nord (à l'époque), où départements et arrondissements sont de taille très supérieure à la moyenne, et le relatif sur-encadrement du Sud, où se multiplient les subdivisions minuscules. (Le nombre d'unités administratives de la province du Nord a été récemment doublé et la province elle-même divisée en trois en 1983).

⁽⁴⁾ Qui a perdu il y a dix ans son rôle de sous-préfecture au profit de Fundong et qui, malgré les activités d'une grosse mission, ne se distingue plus guère des villages avoisinnants.

autour du lieu où se trouvent le terminus de la route, le marché, le vieux palais du chef, quelques boutiques... mais aucune agglomération, soit une soixantaine de kilomètres carrés pour 6 000 personnes : 100 hab./km²; c'est exactement la densité rurale de cette région très fortement peuplée, et non une marque quelconque d'urbanisation. Mais conservons Fontem dans notre série : nous verrons bien ce qu'en diront nos critères.

Dans neuf autres cas, totalisant 57 000 habitants, l'agglomération qualifiée d'urbaine a davantage de raisons de l'être. Si la proportion de leur population agricole reste forte (et même majoritaire dans six cas), le nombre des hommes y est toujours supérieur (1) à celui des femmes, signe d'une vitalité démographique qui n'est pas celle des villages. Leur taille est parfois très importante : 11 300 habitants à Nyombé et 12 400 à Penja (dans le Moungo), mais 57 % et 61 % de population agricole empêche d'en taire des villes incontestables. Ce sont de gros bourgs que l'on peut dire « semi-urbains » (ou, si l'on préfère, « semi-ruraux »), typiques de cette région de riche agriculture de plantation; nous en retrouverons plus loin les caractéristiques. D'autres se distinguent du monde villageois par une certaine fonction administrative : Bali (Mezam) et, à un moindre degré, Santchou (Ménoua, tous deux chefs-lieux de districts), une fonction commerciale notoire (ce n'est pas le recensement qui l'indique, mais la connaissance du terrain): Mbonge (Meme), Pitoa (Bénoué), et surtout Babanki Tungo (Mezam) et Mutengene (Fako) - cette dernière vraie petite ville (6 400 hab., 122H/100F, 73 % de non-agricoles) étant un important centre de services pour les grandes plantations industrielles de la région, ou bien encore un rôle dans le système de transport, comme Bélabo (2000 âmes, 105 H/100 F, 73 % de non-agricoles), terminus provisoire du chemin de fer Transcamerounais de 1969 à 1973 et aujourd'hui exutoire ferroviaire de la province de l'Est. On a donc une catégorie de centres que l'on ne peut cataloguer sans hésitations.

Dans certains arrondissements, l'agglomération ajoutée au chef-lieu se trouve notablement plus grosse qu'elle. C'est le cas à Ndikiniméki (Mbam) — 2 700 hab. (2) — que surclasse Makénéné — 6 300 hab. —, chef-lieu de district, mais aux caractères nettement ruraux (95 H/100 F, 90 % de population agricole...). Il s'agit en fait de la réunion d'immigrants ruraux qui glissent depuis le Ndé en suivant la route vers les régions sous-peuplées du pays banen. Les données démographiques de la «population urbaine» de l'arrondissement de Ndikiniméki en sont évidemment tirées anormalement vers le monde rural. Le problème est moins ennuyeux à Tignère (Adamaoua) et à Tcholliré (Bénoué), parce que Kontcha pour la première (3 500 habitants contre 1 900) et Touboro pour la seconde (3 900 hab. face à 3 200) sont à peine moins urbaines qu'elles : les caractères que nous observons n'en seront guère modifiés (3).

Par contre, dans l'Est, la situation est différente à Doumé (Haut-Nyong) et à Bétaré Oya (Lom-et-Djérem), l'un et l'autre chefs-lieux d'arrondissement, mais aux caractères médiocrement urbains (tous deux 95 H/100 F pour, respectivement, 1 200 et 3 300 hab.). même si son évêché et sa très petite taille donnent à Doumé un taux de 67 % de non-ruraux. Ils se trouvent surclassés le premier par Dimako (3 700 hab., 103 H/100 F, 78 % de non-ruraux), centre industriel né d'une grosse exploitation forestière, le second par Garoua Boulay (7 900 hab., 102 H/100 F, 47 % de non-ruraux), principale étape routière sur l'axe Yaoundé-Bertoua-Ngaoundéré et carrefour vers la Centrafrique, importance qui a, dans les deux cas, entraîné leur élévation au rang de district. Ce sont donc très largement ces deux villes que décriront les caractères démographiques des arrondissements de Doumé et de Bétaré Oya.

Reste enfin le cas du Fako, où le même arrondissement réunit Victoria (4) (29 000 habitants, préfecture, port, centre industriel et commercial, et Buea (19 000 hab.), capitale de province — et naguère d'État fédéré —, ville de services administratifs et sociaux. Malgré la différence de leurs fonctions (c'est-à-dire leur complémentarité), ces deux villes ainsi jumelées ont des caractères très semblables : 111 et 112 hommes pour 100 femmes, 86 % et 83 % de population non-agricole... Il est certes dommage que les données du recensement ne

⁽¹⁾ Ou au moins égal, dans le cas de Pitoa (aux environs de Garoua), qui a aussi la population non-rurale la plus faible (27 %): c'est en raison de la faible urbanisation de la région que nous n'avons pas renvoyé à la ruralité ce bourg de 5 000 âmes, qui forme un carrefour routier et un centre commercial notable.

⁽²⁾ Ce chiffre très faible pose problème : les données des recensements administratifs antérieurs ne laissaient pas attendre moins de 4 à 5 000 personnes, et l'on est en droit de se demander si, dans ce cas, il n'y a pas une erreur quelque part, que nous n'avons pas réussi à détecter.

⁽³⁾ Proche de Tcholliré, la vieille cité de Rey Bouba, capitale traditionnelle d'un immense sultanat (30 000 km² — mais seulement 67 000 habitants) n'a pas été inscrite comme ville — avec raison, malgré ses 5 000 habitants : son rapport de masculinité (62) est le plus faible que nous ayons jamais enregistré dans cette étude, et sa population est rurale à 70 %. Son architecture, son rôle d'organisation des campagnes avoisinantes ont l'allure urbaine, mais ce n'est que l'héritage d'un passé évanoui.

⁽⁴⁾ Aujourd'hui Limbe.

permettent de rendre à chacune son dû d'informations, mais les traiter ainsi ensemble ne fausse pas sensiblement leurs aspects humains.

Dans les vingt-neuf arrondissements dont la population urbaine est ainsi « parasitée » par l'adjonction d'agglomérations autres que le chef-lieu, quelle est la part de celles-ci? Elle est inférieure ou égale à 10 % à Nkongsamba, Garoua Ngaoundéré, Dizangué, de 10 à 33 % dans onze autres cas (dont Foumban, Dschang, Bertoua, Kousséri, Mbanga, un peu plus à Kumba et à Batouri). Cela peut être considéré comme négligeable: simplement les caractères proprement urbains de ces villes seront un peu « empâtés » par ces populations rurales qu'on leur a accolées. Cet amoindrissement relatif de la citadinité est plus grave dans les cas où l'on dépasse le tiers (Bamenda, Mokolo (1), Tiko, Muyuka, Mélong) et surtout plus de la moitié (2): à Mbengwi, ce n'est pas trop gênant, car la préfecture de la Momo n'est guère moins rurale que le gros village de Ngwa (3 800 habitants). Le cas de Loum est plus grave, car la ville elle-même centre administratif, centre commercial, gare, carrefour routier... — ne représente que 46 % des 53 000 «urbains» de son arrondissement. Nous avons vu que le reste provient de Nyombé, Penja et Loum-Chantier, très grosses agglomérations de travailleurs mais non pas villes, car elles n'ont pas de fonctions urbaines (3). Celles-ci sont regroupées à Loum (qui a tout de même 59 % de « population agricole»), élément central du réseau urbain du Moungo, fermement structuré par la domination de Nkongsamba, au long de l'axe routier Douala-Pays bamiléké. Dans ce cas-là, la perturbation des données démographiques sera importante, mais les parentés entre Loum et ses voisines — mêmes populations surtout masculines, surtout immigrées, surtout occupées par les diverses facettes de l'économie de plantation — rendent néanmoins cette distorsion tolérable.

A Fundong, dans la Menchum, nous assistons à un véritable éclatement de la notion de population urbaine : celle-ci (20 400 personnes) est en fait le regroupement d'une série d'unités — elles sont si lâches que l'on a peine à parler d'« agglomérations » — dont aucune ne mérite le nom de ville, pas plus Fundong même (3 500 hab., soit 17 % du total), récent et médiocre chef-lieu, que Njinikom, Belo ou Anyajua... Aucune ne compte plus de 94 ou 95 hommes pour 100 femmes, aucune plus de 30 %

de population non-agricole (hormis Fundong: 39 %). Le contraste entre l'absence de facteurs permettant de parler de villes et l'importance de la population prétendue ici «urbaine» nous oblige à l'éliminer définitivement du jeu. Nous ferons de même pour Isangele, dans les marais du Ndian, où il n'y a pas non plus d'agglomération digne de ce nom, mais seulement une série de villages de pêcheurs nigérians: 261 hommes pour 100 femmes, 49 % d'immigrés (dont les 9/10e venant de l'étranger), 6 500 pêcheurs sur 7 700 actifs (soit 85 %) et encore 600 autres travaillant dans le reste du secteur primaire; ce ne sont point là les caractéristiques minimales d'une population urbaine...

*

Toutes ces précautions une fois posées, nous pouvons aborder l'analyse des « populations urbaines » décrites par le recensement de 1976. Sur 132 arrondissements (4), 38 n'ont pas 2 000 personnes vivant dans les villes; Fundong et Isangele étant rejetées dans les ténèbres de la ruralité, il en reste donc 92 à disposer d'un minimum de « population urbaine », entendue au sens le plus large possible (fig. 1).

Deux arrondissements dépassent 250 000 habitants urbains (Douala et Yaoundé bien sûr), quatre les 60 000 (Nkongsamba, Maroua, « Bamenda », Garoua), trois les 50 000 (Bafoussam, Kumba, « Loum »), trois les 35 000 (« Victoria-Buea », Ngaoundéré, Foumban). Tous les autres en comptent moins de 25 000.

Sur les 2 005 200 personnes que la synthèse du recensement classe comme urbaines, nous en retenons donc 1 933 600 (soit 96,4 %) qui se répartissent ainsi :

TABLEAU I

Population urbaine de plus de	Nombre	Total	Proportion
250 000 hab	2	686 900	35,5 %
	10	554 500	28,7 %
	6	133 400	6,9 %
15 000	8	139 000	7,2 %
	12	150 900	7,8 %
	24	175 900	9,1 %
	30	93 000	4,8 %
	92	1 933 600	100 %

⁽¹⁾ Comme à Ndikinìméki, les chiffres donnés pour la ville paraissent trop faibles (3 600) pour être crédibles : on aurait dû en trouver au moins le double. L'analyse minutieuse des documents de base ne fournit aucune explication.

⁽²⁾ Ces cas où le chef-lieu représente moins de 66 % de la population urbaine de son arrondissement seront désormais signalés par l'usage de guillemets.

⁽³⁾ Ce sont en fait des « camps », urbains par le mode d'habitat et les services, ruraux par le travail. Nous y reviendrons plus loin.

⁽⁴⁾ On l'a dit: Douala et Yaoundé sont comptées ici comme des entités uniques.

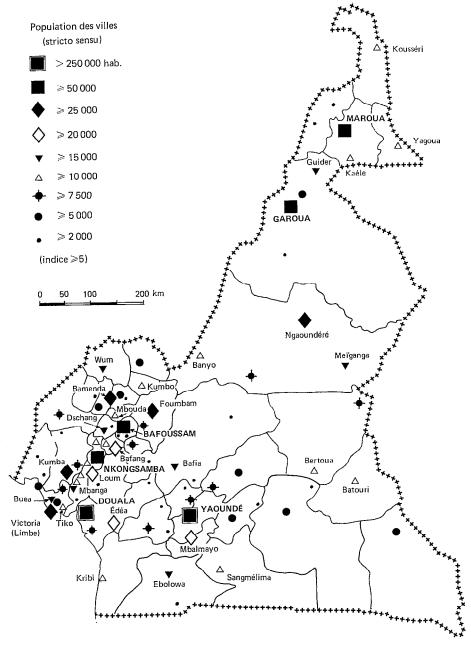


Fig. 1. — Cameroun 1976

Quelle proportion de ces presque deux millions de personnes est vraiment urbaine? Les caractères démographiques propres aux villes permettent de le déterminer.

Une ville digne de ce nom, en effet, se caractérise par :

- 1. Une population à dominante masculine, notion que nous avons déjà utilisée : l'immigration est avant tout le fait des jeunes hommes, qui affluent d'autant plus nombreux que la ville est plus attractive, et qui ne feront venir du village une épouse (beaucoup plus jeune) qu'une fois établis dans la vie. D'où un excédent de femmes dans la tranche des 15 à 20 ans, un excédent d'hommes au-dessus, le rapport global s'établissant en général, pour les grandes cités africaines, entre 110 et 120 (1) hommes pour 100 femmes (tous âges confondus), parfois davantage (140, 150 et au-delà) pour de petits centres en croissance très rapide, qui « mûriront » ensuite avec l'arrivée en masse des femmes. Un rapport de masculinité inférieur à 100 est presque toujours le signe d'une ville (ou d'une région) relativement stagnante, dont les forces vives ont tendance à partir.
- 2. Une population largement immigrée: le croît naturel urbain (de 2,5 à 4 % par an) est incapable de fournir aux plus dynamiques des rythmes de croissance annuelle qui atteignent 6, 8, 10 %. Si les enfants sont souvent nés sur place, les adultes viennent d'ailleurs, des campagnes ou d'autres cités. Nous retiendrons donc le pourcenlage de citadins qui ont changé de résidence, qui ont déclaré au recensement venir d'un autre arrondissement (2).
- 3. Une mesure objective, et non plus relative, de cette force d'attraction des villes sera donnée par le nombre de départements qui ont envoyé un certain nombre de migrants vers celles-ci (que ce département fût celui de leur naissance ou une simple résidence antérieure), car ce n'est pas la même chose que de recevoir beaucoup de monde de la région voisine ou d'avoir un échantillonnage de tout le pays. Pour être là encore aussi extensif que possible, nous descendrons ce seuil à 50 immigrants. Les pays étrangers seront considérés d'un seul bloc, en quelque sorte comme un quarante-et-unième département.

- 4. Une population urbaine se définit aussi par une activité différente de celle des campagnes, même si un certain nombre de citadins (et encore plus de citadines) se consacrent, officiellement ou non, à l'agriculture intra- ou péri-urbaine. Que les fonctions des villes soient à dominante administrative, commerciale ou industrielle, elles peuvent toutes se mesurer en pourcentage de population active non agricole (3).
- 5. Il faut enfin mesurer l'ampleur de cette dernière, car il y a une différence de nature entre le petit bourg qui compte quelques dizaines ou quelques centaines de fonctionnaires et de boutiquiers (et peu de paysans, parce qu'ils vivent dans les alentours) et la grande cité qui aligne des milliers d'ouvriers, d'artisans, de commerçants... Nous prendrons donc en considération le nombre absolu d'actifs non agricoles.

Nous avons donc *cinq critères*, un de structure démographique, deux se rapportant directement aux faits migratoires et deux à l'activité urbaine, trois d'entre eux étant des valeurs relatives et deux des chiffres absolus.

Prenons l'exemple des deux capitales camerounaises.

	Douala	Yaoundé
Rapport de masculinité Pourcentage d'immigrants	114,2 61,4 %	114,2 54,5 %
Nombre de départements produc- teurs de plus de 50 migrants (4). Pourcentage d'actifs non agri-	41	40
coles	96,9 % 94 900	98,1 % 70 600

On le voit, les deux villes ont des caractères remarquablement semblables, hormis la force de travail de Douala, supérieure de 25 000 actifs à celle de Yaoundé, et un pouvoir attractif légèrement supérieur pour la métropole côtière, ce qui est normal vu le rapport des tailles : 400 000 contre 300 000 habitants.

Testons nos critères sur d'autres échantillons, dans les diverses catégories de taille :

^{(1) 123} à Abidjan (1975), 131 à Lagos (1963). Lomé fait exception, avec un taux de 92,9 (1981), qui s'explique par l'importance de l'exode des hommes vers les pays voisins et surtout par le remarquable autonomie migratoire des femmes, aussi importante que leur puissance économique.

⁽²⁾ Les migrations à l'intérieur d'un même arrondissement ne sont donc pas comptées.

⁽³⁾ La pêche est ici comprise dans les « activités agricoles ».

⁽⁴⁾ Y compris les pays étrangers (12 400 immigrants à Douala et 9 300 à Yaoundé). Seul le Ndian envoie moins de 50 migrants à Yaoundé (43). « Douala » est ici la population urbaine du Wouri, à l'exclusion des 13 600 habitants du Wouri rural (eux-mêmes immigrés à 58 %, de seize départements différents).

TABLEAU II

٠	Rapport de masculinité	% immigrants	Départements fournisseurs	% actifs non-agricoles	Nombre d'actifs non-agricoles
Nkongsamba	113	51 %	30	56 %	9 000
Garoua	108	47 %	29	73 %	11 300
Maroua	98,5	35 %	15	64 %	9 000
Bafoussam	109	46 %	29	71 %	9 000
Foumban	94	16 %	18	51 %	2 100
« Loum »	105	59 %	21	25 %	4 200
« Victoria-Buea »	111	47 %	21	86 %	9 800
Edéa	106	47,5 %	27	80 %	4 500
Mbalmayo	115	55,5 %	25	87 %	4 000
Ebolowa	105	37 %	23	88 %	3 200
Bertoua	106	52 %	28	69 %	3 100
Guider	93	23,5 %	7	38 %	1 800
Wum	93	17 %	10	49 %	1 400
Sangmélima	112	49 %	25	76 %	2 500
Yagoua	107	32,5 %	9	47 %	1 900
Tibati	101 177	16 % 83,5 %	5 21	48 % 83 %	700 3 700
mbandjock		85,5 %	21	oo %	3 700
Abong Mbang	112	57 %	20	81 %	1 100
Yokadouma	100	30 %	9	41 %	700
Saa	106	49,5 %	5	85 %	450
Ngambé	93	34,5 %	5	27 %	200

(Tableau complet en annexe)

Première constatation, les valeurs sont ici bien moindres que celles des deux capitales, même si parfois l'une ou l'autre d'entre elles s'en approchent. Les deux métropoles paraissent d'une qualité de « citadinité » très supérieure à celle des villes plus petites. Deuxième fait frappant : la diversité des situations, qui peuvent opposer brutalement des centres urbains de même taille, dans la mème région.

Ainsi, dans la catégorie des grandes villes, voit-on diverger Garoua et Maroua, ou bien Bafoussam et Foumban. Deux ont rapport de masculinité positif, proportion d'immigrants élevée (provenant des trois quarts de pays), nombre d'actifs secondaires ou tertiaires massif; les deux autres ont l'inverse, avec pour Maroua une aire d'attraction plus réduite, pour Foumban une importance des migrants moindre. Alors que le tandem « Victoria-Buea » affiche des caractères résolument urbains (et, vraisemblablement, peu différents de l'une à l'autre si l'on avait pu les distinguer), le conglomérat « urbain » de l'arrondissement de Loum présente des caractères paradoxaux — forte masculinité, très forte immigration, activité essentiellement rurale (mais ses 4 200 actifs non

agricoles sont la douzième concentration de force de travail du pays) — qui s'explique par ses fonctions de centre de service et d'habitat pour la maind'œuvre des plantations, ainsi que nous l'avons dit.

Parmi les villes moyennes, par exemple, Edéa ou Mbalmayo, à la citadinité vigoureuse, s'opposent à Ebolowa ou Bertoua, aux valeurs moyennes (l'une péchant par le pouvoir d'attraction, l'autre par la ruralité de la force de travail) et surtout à Guider ou Wum, aux caractères en fait peu urbains : notablement plus de femmes que d'hommes, une attraction dérisoire, une population active à majorité rurale...

On peut de même s'amuser à opposer deux à deux les petites villes: Sangmélima, Abong Mbang ou la minuscule (mais vraiment urbaine: son paysage le prouve) Saa ont une population spécifiquement urbaine, Yagoua, Yokadouma ou Ngambé bien moins. Quant à Mbandjock, dont la population active (qui travaille essentiellement dans les plantations de canne à sucre) a été comptée comme non agricole, ses caractères sont typiquement ceux des camps de plantations, que l'on retrouve de même ailleurs: à Mundemba, à Ekondo Titi, à Dizangué

pour celles créées par une entreprise unique, à Loum, Penja, Nyombé, Mbanga dans les zones de plantations familiales. On y trouve chaque fois la même forte main-d'œuvre masculine venue de loin, mais elle a été classée tantôt comme agricole (à Dizangué, à Ekondo Titi, ...), tantôt comme industrielle (à Mundemba, à Mbandjock), ce qui va, pour nous, masquer l'unité profonde de ce qui — camp de plantation, chantier forestier ou cité minière — est en réalité un troisième mode d'habitat, ni rural, ni urbain (1).

Comment comparer entre eux ces critères, et établir avec eux une typologie significative pour les villes? Le plus simple est de leur attribuer des coefficients qu'on additionnera ensuite. Ceux-ci ont été élaborés empiriquement, mais les tâtonnements successifs ont montré que les graduer autrement modifiait l'ampleur des écarts, mais non leur nature, la pente des courbes, mais non leur forme. Discu-

tables comme tous les critères élaborés pour s'adapter à une situation concrète, ceux-ci ont l'avantage de la simplicité, de lecture comme d'élaboration.

Nous avons choisi d'échelonner chacun d'eux de 0 à 10 points, le total d'une ville qui aurait le maximum de caractères urbains culminant à 50, tandis que les agglomérations qui resteront au 0 ne méritent pas le nom de ville. Afin d'avoir les écarts les plus grands (et donc les plus parlants) possibles, le point de départ — 1 — a été fixé très bas : 98 hommes pour 100 femmes, 20 % de population immigrée, de 2 à 5 départements fournisseurs, 45 % de population active non agricole, au moins 500 actifs secondaires ou tertiaires. Le maximum — 10 — correspond à (au moins) 116 H/100 F, 65 % d'immigrés, de 38 départements différents, 90 % d'actifs non-agricoles qui représentent plus de 50 000 travailleurs. L'ouverture de l'échelle est donc très large.

Douala se voit attribuer 48 points et Yaoundé 46:

Points	H/100 F	% immigrants	Nombre départements fournisseurs	% actifs non-agricoles	Nombre absolus actifs non-agricoles
10	116	65 %	38-41	90 %	50 000
9	114	60 %	34-37	85 %	20 000
8	112	55 %	30-33	80 %	10 000
7	110	50 %	26-29	75 %	8 000
6	108	45 %	22-25	70 %	6 000
5	106	40 %	18-21	65 %	4 000
4	104	35 %	14-17	60 %	3 000
3	102	30 %	10-13	55 %	2 000
$2\dots\dots$	100	25 %	6- 9	50 %	1 000
1	98	20 %	2- 5	45 %	500

TABLEAU III. - Tableau des valeurs

l'une et l'autre n'ont que 9 en « sex ratio », la première 9 et la seconde 7 en proportion d'immigrants (domaine où seule Mbandjock, avec 16,4 % de natifs, atteint le 10). Nkongsamba et Garoua totalisent 33 points chacune, et Bafoussam 32, « Victoria-Buea » 34, « Loum » 24, Edéa 31, Mbalmayo 37 (puissance de son immigration, minceur de son activité agricole), Sangmélima et Abong Mbang 30, Mbandjock 37 (spécificité de la population des « camps »). Maroua n'a que 20 et Foumban 10 — les plus faibles scores parmi les grandes villes : ces vieilles cités traditionnelles n'ont guère été bousculées par le monde moderne; Bertoua (28), Ebolowa (27) représentent

la moyenne, où les rejoint la petite Saa (21); Yagoua (13) est nettement moins «urbaine»; Yokadouma (7), Wum (6), Guider (5), Ngambé (4) atteignent la limite inférieure de la notion de ville, dont la délimitation ne peut être — là encore — qu'affaire de choix conjoncturel.

Observons que les centres dont nous avions mis en doute le caractère urbain se retrouvent avec des scores très bas : 4 points seulement à « Fundong » et 2 à « Fontem » (n'ayons donc plus de scrupules désormais à les rayer de la liste des villes), 4 à « Tcholliré », 1 à « Tignère » (tout comme à Mindif, Company, Bangou, Bana...). « Mbengwi » ou « Ndiki-

⁽¹⁾ La plus grande spécificité étant l'instabilité, le non-enracinement de la population, qui vient pour gagner de l'argent et repartir avec, en n'en dépensant sur place (en consommation ou en investissement) que le strict minimum. Tout est donc directement induit par l'activité motrice (mine, plantation...), pratiquement sans aucun effet d'auto-entraînement.

TABLEAU IV Indices de « Citadinité »

Population supérieure à	+ de 30	25-30	20-24	15-19	10-14	5-9	0-4
250 000	Douala Yaoundé						
60 000	Nkongsamba Garoua	« Bamenda »	Maroua				:
50 000	Bafoussam Kumba		« Loum »				
40 000	« Victoria-B. »						
30 000		Ngaoundéré			Foumban		
20 000	Mbalmayo « Tiko » Edéa	Dschang			Bafang Mbanga		
15 000		Ebolowa Bertoua		Bafia « Mélong »	Batouri	Méïganga Wum Guider	
10 000		Mbouda Sangmélima Kribi	Kousséri « Muyuka »		Yagoua Kumbo Kékem Manjo « Bétaré Oya »	Kaélé Banyo	
7 500	Mbandjock		Mamfé Akonolinga	Obala Esèka Dizangué	Foumbot Tombel	Tibati Bangangté « Ndiki » (?)	
5 000		Abong Mbang Mundemba			Nkambé Nanga Eboko	« Mbengwi » Yokadouma	« Tcholliré » Bogo Tonga Bazou « Tignère » Mokolo (?) (Fontem)
3 500			Ambam	« Doumé » Ndop	Mora	Ekondo T. Ayos	Mindif Batibo
2 500			Saa	Poli	Makak Bansoa Bandjoun	Ntui Bamendjou Yabassi	Ngambé Bangou Makary Bana Company
2 000					Yoko Dibombari	Nguti Bot-malak Ndom	Bangem Jakiri Ndélélé Kar Hay

⁽Exclues : Fundong, Isangele).
« » : plusieurs agglomérations réunies.

niméki » surnagent à peine avec 8 et 7 points; Garoua Boulay relève « Bétaré Oya » jusqu'à 11 et Dimako « Doumé » jusqu'à 17. Baré abaisse « Mélong » à 18. Par contre « Muyuka » (22), « Loum » (24), « Bamenda » (27) paraissent n'avoir vu leurs caractères qu'atténués par les bourgs et villages qui les empâtent, tandis que « Tiko » (32) n'a pas souffert du jumelage avec le centre de services qu'est Mutengene. La valeur de 3, enfin, attribuée à Mokolo, contribue à nous faire douter de la validité des chiffres donnés pour cette ville — car c'en est bien une, à l'échelle de son département.

Y a-t-il corrélation entre la taille d'une ville et ses caractères urbains? Si cela est évident pour les grandes cités, la chose l'est beaucoup moins pour les moyennes et les petites. L'avantage de notre « indice de citadinité » est de pouvoir se croiser facilement avec le volume des populations urbaines, comme le montre le tableau ci-dessus.

* *

On y voit incontestablement un glissement général qui conduit, le long de l'échelle des tailles, des agglomérations les plus urbaines aux plus rurales. Déjà parmi les grandes villes, certaines « décrochent »: Maroua et surtout Foumban, puis Bafang, Mbanga. Les moyennes occupent le centre du tableau, des valeurs les plus fortes (Mbalmayo, Tiko, Edéa) à de très faibles (Méiganga, Wum, Guider, Kaélé, Banyo, à peine urbaines malgré leur forte taille et leurs fonctions administratives). Avec les petites villes, le déplacement vers le bord du tableau s'accentue : seule Abong Mbang, Mundemba et surtout Mbandjock s'accrochent aux valeurs fortes; certaines unités n'atteignent pas les 5 points, que nous pouvons établir comme seuil de « citadinité minimale » : Bogo, Bazou, Tonga, Mokolo (?) et ces fausses agglomérations que sont Tignère-Kontcha et Tcholliré-Touboro. Les très petites cités, hormis « Doumé-Dimako », Ndop, Poli, qui restent aux valeurs moyennes, et surtout Ambam et Saa qui les dépassent, sont toutes blotties dans l'angle des valeurs les plus basses. Plus du tiers d'entre elles, toutes pourtant sous-préfectures, ne peuvent prétendre au qualificatif de ville: Mindif, Makary, Kar Hay dans le Nord (chacune à proximité d'une «vraie» ville qui les domine), Bana, Bangou, Company (petits postes

administratifs du Pays bamiléké, qui n'ont pas réussi à germer, tandis que Bansoa ou Bandjoun ont un minimum de consistance), Batibo et Jakiri dans le Nord-Ouest (gros marchés, mais non villes), Bangem dans le Sud-Ouest, Ngambé en Pays bassa, Ndélélé dans l'extrême-Est, toutes trois caractérisées par l'enclavement, l'isolement profond...

Dix-huit « populations urbaines » (Fontem comprise) n'appartiennent donc pas au monde citadin, soit 76 300 personnes (3,9 % de ce que nous avions conservé sous cette appellation). Restent donc 74 « villes » (ou groupes de villes), regroupant 1857 300 habitants : 26,04 % de la population camerounaise recensée (1).

TABLEAU V

Indice de citadinité	Nombre de « populations urbaines »	Population totale	%
Très fort	11	1 061 100	57,2 % (soit 15 % de la population camerounaise)
Fort	11	260 300	14,0 %
Moyen		112 200	6,0 %
Faible		72 700	3,9 %
Assez faible	19	209 700	11,3 %
Très faible	18	141 300	7,6 %
Total	74	1 857 300	100 %

Avec ces chiffres, qui ne sont qu'un outil de travail. chacun peut élaborer les typologies qui lui sont nécessaires, faire varier les seuils des tableaux, nuancer les catégories selon les buts visés. La représentation cartographique des résultats met en lumière la diversité régionale, ou même locale, des taux d'urbanisation, des dynamismes urbains... Mais c'est là une autre réflexion qui s'annonce (fig. 2).

Yaoundé, septembre 1979

Manuscrit reçu aa Service des Éditions de l'O.R.S.T.O.M. le 27 iuin 1983

⁽¹⁾ Chiffres bruts ; nous n'avons jamais utilisé ici les indices de correction affectés aux résultats définitifs.

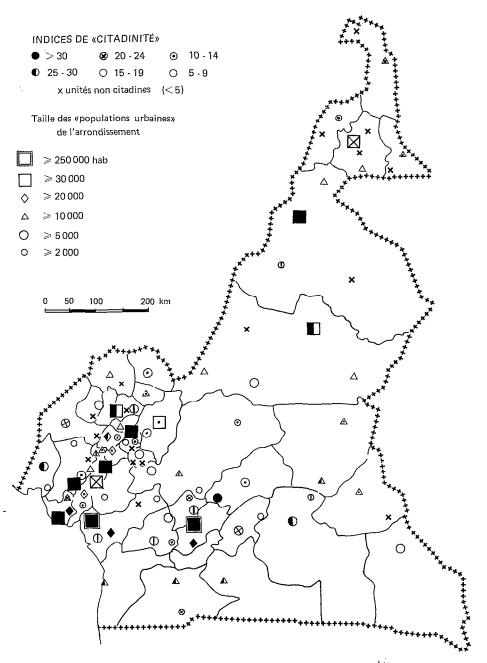


Fig. 2. — Indices de « citadinité »

Annexes

Critères démographiques des caractères urbains

Population urbaine par arrondissement	Nombre d'habitants	Rapport de masculinité	% d'immigrants	Nombre de départements fournisseurs	% actifs non-agricoles	Nombre d'actifs non-agricoles	Indice de citadinité
Douala Yaoundé	395 800 291 100	114,2 114,2	61,4 % 54,5 %	41 40	97 % 98 %	94 900 70 600	48 46
Nkongsamba. Garoua. Maroua. « Bamenda ». Bafoussam. Kumba. « Loum ». « Victoria-Buéa ». Ngaoundéré.	74 100 64 700 62 700 62 700 58 100 54 600 53 400 48 200 39 200	113,2 108,2 98,5 104,6 109,2 113,3 105,4 111,4 104,6	50,8 % 46,8 % 35,1 % 30,2 % 46,3 % 47,4 % 59,3 % 46,8 % 29,9 %	30 29 15 21 29 21 26 21 26	56 % 73 % 64 % 78 % 71 % 81 % 25 % 86 % 79 %	9 000 11 300 9 200 11 600 9 000 10 400 4 200 9 800 6 300	30 33 20 27 32 35 24 34 26
Foumban. Bafang. Edéa. « Tiko » Mbanga. Dschang. Mbalmayo.	36 800 24 900 23 800 21 800 21 600 20 700 20 600	93,9 115,2 106,0 114,0 99,6 123,9 115,2	15,9 % 36,8 % 47,6 % 45,7 % 46,9 % 31,1 % 55,4 %	18 17 27 15 19 19 25	51 % 48 % 80 % 82 % 27 % 64 % 87 %	2 800 4 500 4 100 1 700 2 900 4 000	10 13 31 32 14 25 37
Guider. Bafia. Méiganga. Bertoua. Batouri. Ebolowa. « Mélong ». Wum.	19 600 18 000 17 900 17 200 17 100 17 000 16 900 15 300	93,5 101,5 97,6 106,1 100,1 104,9 105,5 93,3	23,4 % 40,1 % 34,4 % 51,9 % 29,2 % 37,1 % 58,0 % 16,7 %	7 23 9 28 18 23 17	38 % 56 % 46 % 69 % 37 % 88 % 21 % 49 %	1 800 2 600 2 100 3 100 2 300 3 200 1 000 1 400	5 19 9 28 12 27 18 9
Manjo Mbouda Sangmélima Yagoua « Muyuka » Kousséri Banyo Kumbo « Bétaré Oya » Kaélé Kribi Kékem	14 400 14 100 13 900 13 700 13 700 13 600 12 700 11 800 11 300 11 000 10 500	99,8 127,8 112,6 107,4 112,3 105,5 100,7 99,9 100,1 97,6 104,9 94,6	50,2 % 45,7 % 49,1 % 32,4 % 42,6 % 45,0 % 11,7 % 22,2 % 42,6 % 24,9 % 51,3 % 51,1 %	14 14 25 9 13 9 8 8 9 9	40 % 64 % 76 % 47 % 61 % 72 % 41 % 60 % 31 % 51 % 90 %	900 2 600 2 500 1 900 1 600 2 400 1 100 1 900 1 300 1 000 2 200 450	13 27 25 13 22 21 6 10 11 9 28

N.B. Les arrondissements entre guillemets sont ceux où la population du chef-lieu fait moins de 66 % du total de la population dite urbaine.

Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum., vol. XIX, nº 2, 1983: 219-232.

Population urbaine par arrondissement	Nombre d'habitants	Rapport de masculinité	% d'immigrants	Nombre de départements fournisseurs	% actifs non-agricoles	Nombre d'actifs non-agricoles	Indice de citadinité
Bangangté	9 800	94,9	29,6 %	11	51 %	1 100	9
Esèka	9 700	92,6	58,0 %	16	64~%	1 600	18
Foumbot	9 200	99,1	39,9 %	11	57 %	1 000	13
« Ndikiniméki » (?)	9 000	97,5	36,2 %	11	17 %	450	7
Tibati	8 900	101,4	16,2 %	5	48 %	700	5
Mamfe	8 500	112,2	32,2 %	9	68 %	1 700	20
Tombel	8 400	100,0	48,8 %	16	37 %	900	13
Dizangué	8 400	105,3	35,0 %	12	12 %	300	15
Mbandjeck	8 300	176,7	83,6 %	51	83 %	3 700	37
Obala	7 600	96,1	47,0 %	19	50 %	1 300	15
Akonolinga	7 500	106,3	39,6 %	15	73 %	1 200	21
Bogo	7 400	84,8	22,6 %	4	38 %	600	3
« Tcholliré »	7 200	95,7	25,5 %	4	20 %	500	4
« Mbengwi »	7 000	90,4	31,4 %	8	53 %	700	8
Tonga	7 000	86,7	26,9 %	7	13 %	250	4
Nkambé	6 400	100,0	20,0 %	6	71 %	900	12
Abong Mbang	6 400	111,8	56,9 %	20	81 %	1 100	30
(Fontem)	5 900	98,2	6,3 %	3	32 %	150	2
Yokadouma	5 800	100,0	29,9 %	9	41 %	700	7
Nanga Eboko	5 800	95,7	43,1 %	17	54 %	900	12
Bazou	5 700	80,8	19,8 %	4	17 %	250	1
Mokolo (?)	5 400	88,1	19,0 %	6	38 %	500	3
« Tignère »	5 400	84,7	13,2 %	3 9	42 %	450	1
Mundemba	5 200	138,3	50,0 %	9	85 %	1 600	30
« Doumé »	4 900	96,2	50,9 %	12	67 %	1 000	17
Ekondo Titi	4 700	104,0	39,6 %	7	37 %	600	7
Ndop	4 700	106,1	45,7 %	9	54 %	800	16
Mindif	4 600	82,9	12,4 %	$\overset{\circ}{2}$	23 %	300	1
Batibo	4 000	98,7	19,9 %	6	40 %	400	3
Mora	4 000	104,7	15,7 %	5	69 %	600	11
Ayos	3 800	92,1	38,6 %	6	45 %	450	7
Ambam	3 700	103,4	56,6 %	11	71 %	150	20
Makak	3 400	114,8	38,1 %	5	39 %	350	14
Company	$3\ 400$	80,9	16,2 %	3	17 %	150	1
Yabassi	3 300	102,8	29,0 %	4	29 %	350	6
Bansoa	3 300	109,9	39,7 %	6	52 %	300	14
Bangou	3 300	77,9	16,4 %	6	27 %	250	1
Makary	3 200	101,1	9,1 %	1	42 %	500	2
Bandjoun	3 000	90,3	41,0 %	6	69 %	400	12
Bamendjou	2 900	80,5	27,6 %	5	67 %	200	8
Ngambé	2 800	92,8	34,4 %	3	27 %	200	4
Ntui	2 700	96,1	48,4 %	4	29 %	300	7
Sac	2 500	106,4	10 1 9/	5	85 %	450	21
Saa Poli	2 500	113,2	49,4 % 30,0 %	2	58 %	250 250	15
Bana	2 500	69,3	18,7 %	3	18 %	100	1
Ndom	$\frac{2}{2} \frac{300}{400}$	97,6	36,8 %	4	24 %	150	5
Nguti	2400 2400	102,6	42,9 %	4	44 %	250	9
Yoko	2 300	112,2	32,6 %	4	25 %	100	12
Jakiri	2 300	95,3	33,7 %	3	36 %	300	4
Ndélélé	2 200	92,5	31,5 %	4	12 %	100	4
Dibombari	2 100	98,1	52,0 %	6	26 %	150	10
Botmakak	2 100	96,6	42,0 %	4	29 %	200	6
Kar Hay	2 000	85,7	25,0 %	3	18 %	100	3
Bangem	2 000	97,9	31,7 %	3	43 %	200	4
			l	1	l	I	

Population réelle des agglomérations urbaines Selon les «zones de dénombrement» (et rapport de masculinité)

Douala Yaoundé	395 800 (114H/100F) 291 100 (114)	Guider Ebolowa	17 400 (93) 17 050 (105)	Bangangté Esèka	9 850 (95) 9 650 (93)
Nkongsamba	66 550 (112)	Méïganga Wum	15 950 (97) 15 300 (93)	Foumbot Tibati	9 250 (99) 8 900 (101)
Maroua	62 700 (99) 59 650 (109)	Manjo	14 400 (100)	Mamfe Tombel	8 500 (112) 8 400 (100)
Garoua Bafoussam	58 100 (109)	Mbouda	14 100 (127)	Mbandjock	8 300 (177)
		Bertoua	14 000 (106)	Garoua Boulay	7 950 (102)
Bamenda Kumba	41 750 (105) 41 250 (116)	Sangmélima Tiko	13 850 (112) 13 850 (111)	Dizangué Muyuka	7 700 (106) 7 650 (124)
Ngaoundéré	36 800 (106)	Yagoua	13 000 (107)	Obala	7 600 (96)
Foumban	31 700 (93)	Penja	12 400 (109)		
Victoria	29 100 (111)	Batouri Kumbo	11 850 (101) 11 750 (100)	Babanki Tungo Akonolinga	7 200 (105) 7 100 (107)
Bafang	24 900 (99)	Kousséri	11 650 (108)	Bamusso	7 000 (174)
Loum	24 600 (103)	Nyombé	11 350 (109)	Mutengene	6 450 (122)
Edéa	23 800 (106)	Kaélé	11 050 (98)	Nkambe	6 350 (100) 6 250 (112)
Mbalmayo	20 650 (115)	Kribi Banyo	10 550 (105) 10 300 (103)	Abong Mbang Bali	5 850 (120)
Buea	19 050 (112)	Kékem	10 150 (95)	Yokadouma	5 800 (100)
Mbanga	19 050 (99)	Mélong	10 100 (111)	Nanga Eboko	5 800 (96)
Bafia	18 000 (102)			Pitoa	5 000 (100)
Dschang	17 700 (126)				